

[Text]

• 1710

The Chairman: I am going to turn it over to Mr. Manly. I just want to make one additional comment, though, because you are talking about terminology. I think when most members looked at the statement which came out of the White House with respect to Indian policy were rather impressed with the terminology. It was quite remarkable compared to anything we have ever seen in Canada. All the right words, such as some of the words which Dr. Ahenakew has in his statement, were used in that White House statement. It was quite remarkable to see that. But when we gathered evidence, we found out that the reality behind those terms was quite different. I think that is what haunts members of the committee, you know; that we could agree on terminology, but what we really have to get at is the reality that will flow. And I think that is what you are talking about and what Dr. Ahenakew has talked about.

There is the question: What kind of reality will emerge even if we can agree on terminology? It is the most pressing burden that I feel on myself in that regard. It would not be enough to use the right words. It is going to be far more important to know what will flow from those words, what will actually exist at some time in the future, because of a report we make, because of constitutional changes, or because of some other kind of legislation. That really concerns me very much. I will ask Jim Manly to take off now from there.

Mr. Manly: Thank you, Mr. Chairman. I would like to thank you, Chief Ahenakew and representatives from the Assembly of First Nations, for your presentation. You have made some solid recommendations for our committee to consider. Certainly the majority of them have all been recommendations that we have heard time and again from Indian people in our limited travels so far. It is good to have them here in a way that we can deal with them in a concrete manner.

First of all, I would like to try to direct a partial answer to Chief Sanderson's questions, and your questions also, about the committee's response, and any initiatives that we might take in advance of the Section 37 constitutional conference. One of the suggestions that has been made and which I think is helpful, is that perhaps a press release could be put out. Mr. Allmand who, unfortunately, is not here today, has drafted a basic press release in which the committee sets out the kind of testimony that we have received so far, and indicates the basic concerns of Indian people that we have heard. It is much along the lines of some of the things included in your brief.

The committee itself is taking not a firm position on any of these suggestions, but it is saying to the first ministers that these suggestions have to be taken very seriously by them. So

[Translation]

Le président: Avant de céder la parole à M. Manly, il me reste une dernière chose à ajouter puisque vous parlez de terminologie. J'imagine que lorsque la majorité des membres se sont penchés sur la déclaration publiée par la Maison Blanche à propos de la politique en matière indienne, ils ont été plutôt impressionnés par la terminologie. Le texte était en effet assez remarquable comparé à tout ce que nous avons fait jusqu'à présent au Canada. Cette déclaration de la Maison Blanche comportait tous les termes exacts dont certains ont d'ailleurs été utilisés par M. Ahenakew. Voilà qui était digne de mention. Toutefois, lorsque nous avons entendu les témoignages, nous nous sommes rendus compte que ces termes cachaient une réalité toute différente; et c'est précisément cela qui hante les membres du comité: nous pouvons fort bien nous entendre sur la terminologie, mais ce qui importe c'est que nous parvenions à saisir la réalité qui en découle. Et c'est précisément je crois ce dont vous parliez et de cont M. Ahenakew parlait également.

Voici donc la question qui se pose: Même si nous parvenons à nous entendre sur la terminologie, quelle sera la réalité qui en découlera? En ce qui me concerne, je dirais que c'est là notre tâche la plus pressante. Il ne suffit pas d'utiliser les mots qui conviennent. Il est bien plus important de savoir ce que ces mots vont produire et ce qui va découler de leur utilisation dans notre rapport, en raison des changements constitutionnels ou plus simplement encore de n'importe quelle autre mesure législative susceptible d'être adoptée. Voilà pour être franc ce qui me préoccupe énormément et je vais demander maintenant à Jim Manly de prendre le relais.

M. Manly: Merci monsieur le président. J'aimerais vous remercier, chef Ahenakew, de même que tous les représentants de L'Assemblée des premières nations, pour cet excellent exposé. Vous avez porté à notre attention quelques recommandations bien senties. Bien entendu, la majorité d'entre elles sont l'écho de celles que nous avons déjà entendues à maintes reprises au cours de nos quelques déplacements. Toutefois, il est précieux pour nous de les avoir maintenant sous les yeux sous une forme concrète et précise.

Pour commencer, j'aimerais peut-être amorcer une réponse aux questions du chef Sanderson, ainsi qu'aux vôtres, à propos de la réaction du Comité et des initiatives que nous voulons éventuellement prendre en prévision de la conférence constitutionnelle au terme de l'article 37. L'une des propositions utiles et intéressantes qui nous a été formulée à cet égard serait la publication d'un communiqué de presse. M. Allmand qui, malheureusement, n'est pas ici aujourd'hui, a déjà rédigé une squelette de communiqué de presse dans lequel le Comité fait état des témoignages que nous avons entendus jusqu'à présent et signale les principaux secteurs de préoccupation que les Indiens ont porté à portés à notre attention. Cela correspond d'ailleurs en grande partie à certains des éléments que vous nous avez mentionnés dans votre exposé.

Le Comité proprement dit ne prend pas irréversiblement position à l'égard de ces propositions, se contentant de préciser aux premiers ministres que ces derniers auraient intérêt à les prendre sérieusement en considération. Ce serait donc une